13me Année.— N° 3632 | 1re EDITION (paraissant le soir) | Vendredi 29 Mai 1874

BUREAUX: RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS:

ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois, 12 fr; Six mois, 23 fr.; Un an, 44 f.
LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 51 fr.; -- L'abonnement continue, sauf avis contraire.
ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes
— On traite à forfait —

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

PROPRIÉTAIRE GÉRANT : A. REBOUX

ON S'ABONNE ET ON REÇOIT LES ANNONCES : *A ROUBAIX*, aux bureaux du journal rue Nain, 1; *A Lille*, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée ; *A Paris*, chez MM Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; *A Bruxelles*, à l'*Office de Publicité*, rue de la Madeleine et chez J.-B. PARDON et FILS, 26, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles.

Heures de départ des trains : *Roubaix à Lille*, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 47, m., 12 24, 1 42, 3 39, 5 08, 6 15, 7 33, 8 32, 9 33, 11 11, s. *Roubaix à Tourcoing-Mouscron*, 5 41, 7 15, 8 43, 10 17, 11 23, m., 1 19, 2 39, 4 58, 5 38, 8 13, 10 22, 11 35. *Lille à Roubaix*, 5 20, 6 55, 8 25 9 55, 11 05, 12 57, 2 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 10 05, 11 15 *Tourcoing à Roubaix et Lille*, 5 08, 6 53, 8 08, 9 41, 11 28, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 24, 8 23, 9 24, 11 02 *Mouscron à Lille*, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 12, 4 42, 5 49, 7 02, 9 0

ROUBAIX, 28 MAI 1874

BULLETIN DU JOUR

Le *Journal de Paris*, dans un entre-filet relatif aux affaires d'Espagne, nous révèle aujourd'hui un incident qu'il caractérise justement s'il est réel, en disant qu'il a une extrême importance :

« D'après un de nos correspondants, exceptionnellement bien placé pour être au courant des secrets du monde politique, dit cette feuille, la candidature d'un prince prussien au trône d'Espagne serait à la veille de renaître. Voici dans quelles conditions. Il ne s'agit plus que de savoir qui recueillera la succession de la République. On a songé d'abord au prince Alphonse des Asturies. Personnellement, le prince Alphonse plairait beaucoup aux hommes politiques, et son nom serait bien accueilli par l'armée. Malheureusement le prince est encore fort jeune, et l'on craint que, pendant les premières années de son règne, il ne laisse prendre trop d'influence à la reine sa mère, et surtout à l'entourage de la reine.

» A défaut du prince Alphonse, on a songé au duc et à la duchesse de Montpensier. Des démarches ont été faites auprès du duc et de la duchesse, qui ont répondu par un refus catégorique et absolu. C'est alors qu'on est revenu à la vieille idée d'un prince prussien, Hohenzollern ou autre. Trois ministres sont entrés dans cette idée. Parmi eux, se trouve le président du conseil, M. Sagasta. On espère au moment décisif entraîner le maréchal Serrano et neutraliser l'influence de Concha, qui est resté alphonsiste. De son côté, pour suivre de près cette affaire et se rendre compte des chances plus ou moins grandes de succès que peut avoir la candidature d'un prince prussien, le cabinet de Berlin vient d'envoyer à Madrid, avec des instructions confidentielles, M. le comte de Hatzfeld, ancien secrétaire de l'ambassade de Prusse à Paris, qui jouit de toute la confiance de M. le prince de Bismark. »

Il y a longtemps qu'il était aisé de prévoir ce qui arrive. Plutôt que de revenir à leur monarchie traditionnelle, qui avait fait la grandeur de leur pays, les révolutionnaires espagnols, qu'ils soient républicains ou libéraux, préfèrent demander un prince à l'étranger, et cela en haine du catholicisme. Cette haine, aveugle, stupide, étouffe en eux les plus vulgaires sentiments d'honneur et de patriotisme. Ce qui se passe au-delà des monts démontre jusqu'à l'évidence que la question politique disparait aujourd'hui devant la question religieuse. Ne voyons-nous pas en France même des hommes honnêtes, intelligents, reconnaître que la monarchie nationale nous ramènerait, à l'intérieur, la prospérité, l'ordre matériel et moral, au dehors, des alliances qui relèveraient notre pays abaissé, et redouter pourtant cette solution raisonnable et nécessaire ! Si vous les poussez un peu, vous ne tardez pas à acquérir la preuve que leur inconséquence a pour unique cause des préjugés contre la religion. Il y en a qui s'imaginent de très bonne foi que parce qu'Henri V est catholique, il obligerait tous ses sujets à aller à la messe et à se confesser. D'autres vous affirment encore très sérieusement que la monarchie nous ramènerait l'ancien régime avec toutes ses institutions,—institutions qu'ils ne connaissent d'ailleurs, pour la plupart, que d'après les récits menteurs des historiens révolutionnaires.

Ce matin même, un journal bonapartiste du département agite devant ses lecteurs le spectre de « l'ancienne tradition »; il parle des « droits méconnus » des « priviléges de castes » de « l'arrogance des seigneurs » et il remet à neuf toute la vieille friperie découpée dans l'histoire par les partis révolutionnaires, à l'usage des imbéciles et des ignorants. Nous ne savons vraiment qui nous devons le plus plaindre, ou du journaliste qui écrit de pareilles balivernes, ou du lecteur, naïf ou aveuglé, qui s'en nourrit.

Pour en revenir à l'Espagne, M. de Bismark qui, jusqu'à présent, était resté dans la coulisse, va donc bientôt paraître sur la scène. Il mettra là un prince de son choix et il créera un embarras de plus à la France. Une seule chose peut empêcher cette solution déplorable: le succès des carlistes. Bien que le gouvernement de M. de Broglie ait retardé ce succès en laissant passer à travers la France les canons Krupp destinés à l'armée de Serrano, il ne faut pas désespérer de la cause royaliste en Espagne. Les nouvelles qui nous arrivent nous font présumer que les choses ne vont pas tarder à prendre un nouvel aspect.

La Situation générale

L'heure est solennelle, et l'on ne saurait méconnaître l'extrême gravité des événements accomplis par le vote du 16 mai. Que sortira-t-il de cette situation nouvelle ? Bien habile serait celui qui pourrait le prévoir. Nous marchons à l'aveugle, au milieu des décombres qui jonchent de toutes parts le champ de la politique. Depuis quatre-vingt-cinq ans, c'est là, d'ailleurs toute notre histoire. Nous continuons l'œuvre de démolition inaugurée en 89. Nous allons d'expédients en expédients, de chute en chute, de ministère en ministère. Pendant que les partis se livrent à ces jeux de la haine et du hasard, la France s'épuise et s'en va.

En attendant la reprise des débats parlementaires, et, s'il plaît à Dieu, l'heure des résolutions viriles, jetons un coup d'œil rétrospectif sur la situation politique et morale des grands Etats qui nous entourent. Nous y trouverons, sinon beaucoup d'exemples à suivre, du moins des leçons utiles à méditer.

I

L'Allemagne vient aussi d'établir son « Septennat »;— c'est, paraît-il, une expression fatidique. Le Reichstag, avant de se séparer, a consolidé pour sept années, du 1er janvier 1875 au 31 décembre 1881, les institutions militaires de l'Empire dans leur état actuel. Pendant la durée de cette période l'effectif de l'armée allemande, sur pied de paix, est fixée à 401,659 hommes, — chiffre formidable, que les Catholiques, les Polonais, les Progressistes et la pudeur des Nationaux libéraux eux-mêmes se refusent à accepter. Il n'a pas été obtenu sans peine et sans effort. L'agitation populaire et les manifestations très habilement organisées dans les grands centres, les sollicitations de la presse officieuse qui chaque jour menaçait l'Allemagne « des énormes armements de la France », l'éloquence de M. de Moltke lui-même, tous ces moyens, plus ou moins avouables, eussent peut-être été impuissants à triompher des répugnances et des instincts constitutionnels de la majorité, si l'empereur Guillaume n'était intervenu personnellement dans la lutte, en faisant connaître son *ultimatum*. Cette loi d'organisation militaire est le rêve chéri de sa vieillesse, et le monarque allemand entend la transmettre à son fils comme un héritage sacré. Il a donc déclaré qu'il n'admettait aucune réduction sur le chiffre du contingent, mais que, pour la durée, il se contenterait d'un minimum de sept ans. Il fallait s'incliner ou se résigner à comparaître de nouveau devant le corps électoral, car la dissolution du Parlement était la conséquence prévue d'une résistance plus prolongée. Le vote a eu lieu d'après cette transaction, grâce à la connivence de certains Progressistes, grâce surtout à la complicité des Nationaux libéraux qui ne sont plus autre chose que les janissaires de M. de Bismark.

L'armée allemande, sur le pied de paix, compte, à cette heure, 469 bataillons d'infanterie, 465 escadrons de cavalerie, 300 batteries d'artillerie de campagne, 29 bataillons d'artillerie à pied, 18 de génie et 18 de train; en réalité, 500,000 hommes et des cadres pour 1200,000. Telle est la toute-puissante organisation que M. de Moltke, dans son discours au Reichstag, a présenté comme « la meilleure garantie de la paix ». Elle coûtera annuellement 412 millions. Qu'importe à la Prusse? N'a-t-elle pas nos milliards ? Ne peut-elle pas puiser à même dans la bourse des Etats confédérés? N'a-t-elle pas à Spandau ce fameux trésor de la *Tour de Julius*, que gardent, jour et nuit, de vigilantes sentinelles, et qui est destiné à pourvoir aux premiers frais d'une mobilisation?

Il est vrai que de pareils armements obligent les autres puissances à établir leurs forces militaires dans des conditions hors de toute proportion avec les ressources publiques. La paix armée, telle que l'exige la folie des temps nouveaux, a pour résultat des budgets monstrueux qui recèlent dans leurs flancs des catastrophes inconnues à l'histoire. Qu'importe encore à la Prusse? —L'Europe, terrifiée par les souvenirs de Sadowa et de Sedan, la regarde et laisse faire. La couardise des cabinets double son audace. Elle jouit en paix des dépouilles opimes qu'elle a récoltées et force ses rivaux à l'adoption d'un système qui les ruinera et dont, grâce à notre or, elle est en mesure de supporter les conséquences. *(A suivre)*

LETTRE DE PARIS

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*)

Paris, 27 mai 1874.

L'Assemblée reprend, demain, ses délibérations. Il n'y aura, assure-t-on, ni message, ni déclaration faite au nom des ministres du 22 mai.

Les réunions de la gauche sont convoquées pour le soir afin d'examiner s'il n'y aurait pas lieu d'interpeller, dès demain, le ministère sur la dissolution du conseil général des Bouches-du-Rhône. Cette mesure avait été arrêtée en principe par le précédent cabinet et il faut féliciter le nouveau ministère de l'avoir mise à exécution. Si la gauche veut faire voter un blâme, le ministère obtiendra certainement une forte majorité.

Le bruit est également répandu que le duc d'Audiffret-Pasquier se proposerait d'intervenir le [illegible] l'élection d'avoir été trop timide et de n'avoir pas tiré parti, dans l'intérêt de la cause conservatrice, de la victoire remportée, en 1870, sur le libéralisme maçonnique et persécuteur.

On raconte, dit le *Journal de Florence*, un trait d'une simplicité touchante qui montre la dévotion filiale de la princesse de Thurn et Taxis envers le Pape.

Au moment où son A. R. allait prendre congé de Sa Sainteté, elle a dit, en montrant un médaillon qui pendait à son cou :

« — Très-Saint-Père, j'ai là des cheveux de mon père et des cheveux de ma mère qui ne me quittent jamais.... Oserais-je demander à Votre Sainteté une faveur, une grande faveur, la plus grande faveur qu'elle puisse m'accorder ?...

— Je comprends, ma fille.

Et le pape, prenant sur la table des ciseaux, les a offerts à la princesse.

— Tenez, a-t-il ajouté en découvrant sa tête blanche, que Votre Altesse Royale fasse ce que bon lui semble.

Dans notre époque où circulent tant d'idées fausses sur les conditions essentielles de notre régénération politique et sociale, je tiens à vous recommander la publication d'un nouveau recueil, *La Restauration*. Les deux premières livraisons de cette revue hebdomadaire, politique, sociale et littéraire, viennent de paraître. Elles s'ouvrent par un excellent programme de M. G. de Cadoudal, directeur politique, et par une lettre d'adhésion de M. Blanc de Saint-Bonnet.

Parmi les articles remarquables que contient ce premier numéro, nous signalerons la première partie d'un travail de M. Coquille sur le césarisme et la royauté, une savante réponse de M. Combes sur la légitimité de Don Carlos, et les prétentions mal fondées des libéraux alphonsistes; nous devons mentionner aussi l'article publié par M. Emile Maury, à l'occasion de la rentrée de la Chambre.

Ce début de la *Restauration* répond aux espérances que l'on avait d'avance conçues. Que nos confrères poursuivent leur œuvre avec courage, et le parti royaliste aura, lui aussi, une revue qui pourra tenir hautement tête aux œuvres révolutionnaires.

On s'abonne à Paris, rue Jacob, 37.

P. S. L'Assemblée aura à fixer, demain, son ordre du jour. La question de priorité de la loi électorale ou de la loi municipale se représentera. Le ministère ne prendra pas parti dans cette question.

Une lutte s'engagera pour le remplacement de trois nouveaux ministres, MM. Grivart, Tailhand, de Cumont, comme membres de la commission des Trente.

DE SAINT-CHÉRON.

LETTRE DE VERSAILLES

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*)

Versailles, 27 mai 1874.

Le *communiqué* adressé au *Gaulois* semblerait indiquer que le gouvernement est décidé à reprimer avec rigueur toutes les tentatives que les bonapartistes pourraient faire dans le but de placer le pouvoir suprême dans les mains du jeune écolier de Wolwich.

Nous ne pouvons que féliciter le cabinet de cette décision et nous exprimons le vœu que, par une attitude ferme et énergique, il décourage les espérances des hommes qui voudraient de nouveau courber la France sous le joug de la dynastie à laquelle nous devons la perte de deux provinces. S'il se trouve parmi nous quelques publicistes qui prétendent que la dynastie napoléonienne n'a pas suffisamment démembré la France et qu'en exigeant de nous une rançon de 5 milliards, la Prusse a montré beaucoup de réserve, il ne faut pas que l'opinion de ces journalistes puisse prévaloir et que sur leurs suggestions, des électeurs égarés fournissent au fils de Napoléon III le moyen de continuer la politique de son père. Rester neutre en présence d'une pareille propagande, ce serait abdiquer, et c'est à nous royalistes qu'il appartient surtout de ne pas laisser amoindrir ni déchirer cette France que quatorze siècles de monarchie ont faite. S'il est un parti, en effet, qui doit tenir avant tout à l'intégrité de la patrie française, c'est bien le nôtre. N'est-ce pas notre sang, n'est-ce pas le sang de nos rois et de nos pères qui a conquis d'année en année le sol sur lequel nous vivons et nous luttons encore aujourd'hui ? Résistons donc énergiquement au parti qui représente l'invasion de l'étranger, et, nous souvenant de l'exemple de nos aieux, défendons pied à pied ce terrain dont on voudrait livrer un nouveau lambeau aux convoitises de l'ennemi.

On disait hier, à Versailles, que le communiqué avait été envoyé au *Gaulois* à la suite d'une longue délibération du Conseil des ministres. On faisait remarquer que l'honorable M. Magne n'assistait pas à ce Conseil : le ministre des finances est depuis quelques jours dans son château du Périgord, où il est retenu par le mauvais état de sa santé.

La gauche se propose, paraît-il, de protester contre l'élection de M. de Bourgoing. Elle se plaint de l'intervention des maires, et elle signale en particulier un magistrat municipal qui aurait distribué à ses administrés un certain nombre de photographies du « petit empereur ». Nous croyons qu'il n'appartient pas à la gauche de flétrir de pareils procédés. Est-ce que les républicains se sont jamais fait faute d'exercer une pression sur le corps électoral ? Est-ce qu'on ne les a pas vu forcer la main des électeurs et leur prodiguer les injures et les menaces ? En vérité, nous nous étonnons qu'un parti qui s'est signalé par ces manœuvres aussi grotesques qu'illégales ait la hardiesse de condamner des actes dont il a lui-même donné le premier l'exemple.

Feuilleton du *Journal de Roubaix* DU 29 MAI 1874.

—1—

UN BEAU LUNDI

I

Je venais d'achever ma philosophie (ma logique, si vous voulez, je ne tiens pas à un mot) aux mains d'un honnête homme, qui ne me reconnaît pas du tout quand nous nous croisons sur le boulevard, car, ainsi que moi, il a fait du chemin... j'entends le chemin de Douai à Paris. Sans doute, il s'est gâté les yeux depuis. Le fait est qu'il me regarde sans me voir.

L'ingrat ! j'étais son seul *croyant*.

Toutefois, ce n'est pas à lui que je dois les rares leçons de philosophie dont le temps m'ait démontré la justesse ; c'est à mon oncle et tuteur Adalbert, esprit simple et agréable, encore que systématique.

Qu'il m'arrivât d'exprimer devant cet oncle un vif désir, une opinion absolue, un sentiment passionné, M. Adalbert me répondait :

— Patience ! attends seulement trois ou quatre lustres... (dans les cafés littéraires, on sourira à ce mot de *lustres*, qui est d'ailleurs très-bon français, et que mon oncle lâchait sans sourciller) et tu viendras me dire : Que j'étais bête à dix-huit ans !

II

Mon oncle Adalbert ne m'a pas laissé le temps de lui porter la réponse.

Sur le pas de la soixantaine, il a fini comme un beau soir d'automne.

La veille de sa mort, il me remit la liste des gens à inviter au repas des messes, avec l'indication des vins à offrir. Il m'enjoignit surtout, avec une bonne humeur étrange, de ne pas oublier un sien cousin, cultivateur aux environs de Rouen.

Les deux amis ne s'étaient pas vu depuis les jours de leur commune enfance, qui remontait à l'affaire Fualdès, un crime *bon teint*, le seul qui *soit resté*, avec le procès de La Farge, suivant les propres expressions de mon oncle. Il n'eût pas dit autrement : « on construisait bien dans ce temps-là. »

Pour revenir à son cousin, mon oncle Adalbert attachait une idée plaisante à cette invitation... il en riait presque.

Cette drôlerie vous peint l'homme. Il est brave et bon. Mourir était pour lui une opération aussi naturelle que dormir ou boire, et aussi prévue : il faut bien laisser la place aux autres, tel fut son mot. Cette idée de passer du présent dans l'inconnu, qui affolait d'épouvante le génie d'un Pascal et remplit d'horreur la vieillesse de Johnson, ne changeait rien à l'humeur ordinairement gaie de mon oncle et lui inspirait même des plaisanteries d'un ragoût bizarre. Il mourut. Je devais tout à ce simple et large cœur, et je le pleurai sincèrement.

Cinq ou six jours s'écoulèrent, puis dix, et il fallut songer enfin à ce dîner d'obit, qui est, à mon gré, chose irrévérencieuse et brutale. Mais dans ce pays-là, et dans bien d'autres, j'imagine, il ne ferait pas bon d'esquiver la cérémonie. Une meilleure raison, une raison sacrée eût d'ailleurs, même en l'absence de la coutume, vaincu mes propres répugnances : c'était la volonté du défunt.

Messieurs les hommes de la campagne dominaient sur la liste de mon oncle Adalbert, qui était né lui-même dans un village du Pas-de-Calais.

La ville ne devait être représentée que par le cousin Diérick, sa femme et leurs enfants. Le nom de Diérick était accompagné sur la liste de ce précieux commentaire : « Nous nous appelons cousins sans en être bien sûrs, mais ils ne m'ont jamais oublié dans leurs événements. »

J'écrivis moi-même les lettres d'invitation, car je voulais que tout fût fait irréprochablement, par respect pour une mémoire chérie. Et puis, vu l'intention formelle où j'étais, après la mort de mon seul ami, de venir m'établir à Paris, vraiment ce n'était pas la peine de laisser de moi une méchante impression.

Tous les invités me répondirent affirmativement, sauf messieurs les hommes de la campagne, qui ne mettent pas volontiers *la main à la plume*.

Mais je n'avais pas besoin de leur *présente* pour être sûr de leur *oui*.

Madame Diérick, parlant au nom des siens, dans un aimable et correct billet de condoléance, m'informa qu'à l'exception de son fils, qui, pour le moment, voyageait en Irlande, le reste de la famille se ferait un devoir de répondre à l'invitation posthume d'un ami aussi digne de regrets.

Ces dix lignes avaient une tournure, et comme un parfum, un air.

J'aurais dû être au moins intrigué... Mais j'étais encore tout à mes larmes. On ne pleure pas si longtemps, c'est le moins qu'on pleure bien. A dîner, j'eus à ma droite Mme Diérick. Le reste de la famille indiquée par sa lettre comprenait M. Diérick, dont je n'ai rien à dire, et leur fille Laurence, une jeune personne remarquablement intelligente, à ce qu'on disait, mais que, pour mon malheur, je n'avais jamais cherché à rencontrer, la croyant desséchée par la lecture, un peu théâtrale et coquette.

Comment nier les fluides, l'instinct, le pressentiment ?

Laurence reçut mon salut et mon remerciement d'un air visiblement raide et gêné, comme si elle ressentait l'injustice de mes pensées envers elle; et je n'en avais jamais touché un mot à personne ; je n'avais pas même vu Laurence plus de quatre fois dans ma vie; je ne lui avais jamais parlé. Sa réputation d'esprit difficile, et un mot vrai ou faux d'elle sur moi, répété bêtement, nous avait séparés pour la vie; ce n'était pas bien grave... on lui aurait demandé ce qu'elle pensait de mon premier volume qui venait de paraître, et qu'elle avait lu, et, dédaignant de se prononcer, elle avait répondu :

— C'est un fat !

A quoi j'avais riposté, toujours par intermédiaire :

— Elle fait bien de le croire, car elle n'en verra jamais rien.

Et dans la rue, quoique alliés, nous ne nous regardions pas.

Et cependant je faillis me battre un jour pour elle avec cet imbécile de Jules Périez, qui en disait du mal. Arrangez tout cela... c'est la province !

III

Au dîner des messes, Laurence fut placée à table entre deux fermiers. L'un avait des boucles d'or aux oreilles ; l'autre, en guise de bijoux, exhibait le bout en cuivre d'un tuyau de pipe.

La jeune fille fit bonne mine entre ses deux voisins, quoiqu'il y eût du mérite à ne pas les tenir pour des curiosités.

Quelquefois, à certaines sorties, nos regards se rencontraient. Nous avions alors, Laurence et moi, des sourires jumeaux, de ces sensations du comique, fugitives et réprimées, qui trahissent bien des sympathies. Même, nous échangeâmes quelques mots, où il y avait, quand j'y pense, tout un monde à poursuivre, à trouver, à construire.

Mais vous le savez aussi bien que moi, lorsque la Destinée s'est dit : *Il arrivera ceci ou cela*, les âmes capti-